

UNDT/2014/023, Kashala

Décisions du TANU ou du TCNU

L'intimé a fait valoir que la demande n'était pas à recevoir Ratione tempis depuis le dépôt de la demande plus de trois ans après la réception par le demandeur de la décision administrative contestée, mais le Tribunal a constaté que la demande était à recevoir en raison des circonstances exceptionnelles de la présente affaire.

Obligations en vertu de ST / AI / 371: En vertu du paragraphe 24 de ST / AI / 371 / II était de l'obligation du demandeur de déposer un appel auprès du JDC dans les deux mois suivant la notification de la mesure disciplinaire qui lui a été infligée. Bien que le demandeur n'ait pas soumis directement une demande d'examen de son licenciement sommaire au JDC, le tribunal a jugé que sa demande à l'OHRM était un appel opportun et approprié à la lumière du fait que l'OHRM l'a traité comme un appel en le transmettant à la JDC pour le traitement. Dans la mesure où l'OHRM a transmis son appel au JDC et l'a informé de cette action, le tribunal a soutenu qu'il avait le droit de s'appuyer sur ces informations. Accès à la justice: Le Tribunal a noté que le requérant s'est vu refuser le droit d'avoir la mesure disciplinaire qui lui était examinée par un organisme de surveillance, le JDC. Ce refus a été aggravé par le fait que son cas n'a jamais été transféré à l'UNDT en vertu des mesures de transition pour la détermination. Dans ces circonstances exceptionnelles, le tribunal a jugé que la décision de rejeter sommairement le demandeur devait être examinée par l'UNDT car cela aurait été le recours ouvert au demandeur si son cas avait été transféré conformément à ST / SGB / 2009/11. Le tribunal a conclu que d'invoquer des délais dans de telles circonstances refuserait la justice à un individu.

Décision Contestée ou Jugement Attaqué

Le requérant a contesté la décision de le rejeter sommairement de la signification pour faute grave.

Principe(s) Juridique(s)

N / A

Résultat

Jugement rendu en faveur du requérant en intégralité ou en partie

Applicants/Appellants

Kashala

Entité

MONUC

Numéros d'Affaires

UNDT/NBI/2012/023

Tribunal

TCNU

Lieu du Greffe

Nairobi

Date of Judgement

28 Fév 2014

Duty Judge

Juge Boolell

Language of Judgment

Anglais

Type de Décision

Jugement

Catégories/Sous-catégories

Questions disciplinaires / fautes professionnelles

Mesure ou sanction disciplinaire

Licenciement/séparation

Compétence / recevabilité (TCNU ou première instance)

Temporel (ratione temporis)

Licenciement (de nomination)

Renvoi sommaire

Droit Applicable

Instructions Administratives

- ST/IA/371

Bulletins du Secrétaire général

- ST/CSG/2009/11

Statut du personnel

- Disposition 11.2(a)

TCNU Règlement de procédure

- Article 7.6

TCNU Statut

- Article 8.4

Jugements Connexes

UNDT/2011/067

UNDT/2011/215

UNDT/2012/139